

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 27 maart 1991,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 12 mei 1987 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding genieten, wordt aangevuld als volgt :

§ 3. De premie kan worden toegekend aan de werknemer, in zijn hoedanigheid van deeltijdse werkloze wegens slechte weersomstandigheden toegelaten, die als stagiair is ingeschreven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1990.

Art. 3. Onze Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 april 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming,
Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F. 92 — 392

[S-C — 29765]

**16 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée, notamment les articles 2 et 4, § 2, et l'article 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juillet 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 16 septembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1. Le Ministre ; le Ministre qui a la Formation dans ses attributions;

2. L'EAP : l'entreprise d'apprentissage professionnel agréée.

Art. 2. L'organisme de formation au sein duquel le travail fait partie de la démarche de formation peut introduire une demande d'agrément en qualité d'EAP lorsqu'il satisfait aux conditions suivantes :

1^o destiner la formation à des jeunes de 18 à 25 ans qui ne sont pas en possession d'un certificat de fin d'étude de l'enseignement secondaire inférieur et qui ne sont pas dans les conditions requises pour pouvoir bénéficier des allocations d'attente ou de chômage, qui ne bénéficient d'aucune allocation au titre d'handicapé et qui ne sont pas inscrits au Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des Handicapés;

2^o assurer aux jeunes visés au 1^o des actions de formation de type général et de type professionnel, articulées sur une expérience de travail réel, soit au sein de l'EAP, soit au sein d'une ou plusieurs entreprises, en application d'une convention-cadre dont les dispositions minimales sont fixées par le Ministre;

3^o conduire les jeunes visés au 1^o à un seuil minimal d'insertion socio-professionnelle qui leur permette de conclure un contrat de travail ou d'entamer un cycle de formation qualifiante auprès d'un organisme reconnu.

La durée des activités visées à l'alinéa 1^o, 2^o, est fixée à 18 mois maximum.

Art. 3. Par exception à l'article 2, 1^o, du présent arrêté, l'EAP peut accepter :

1^o des jeunes de moins de 18 ans inscrits dans un Centre d'éducation et de formation en alternance, moyennant une convention entre l'EAP et ce centre et après avoir préalablement sollicité l'avis du Conseil d'arrondissement d'aide à la jeunesse;

2^o des jeunes qui sont dans les conditions requises pour pouvoir bénéficier des allocations d'attente;

3^o des jeunes qui bénéficient d'allocations au titre d'handicapé et qui sont inscrits au Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des Handicapés.

L'ensemble des exceptions visées au présent article ne peut concerner plus de 25 % du nombre de jeunes en formation au sein de l'EAP.

Art. 4. Les conditions complémentaires d'agrément visées par l'article 4, § 2, 6^o, du décret du Conseil de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée, sont, en ce qui concerne les EAP, les suivantes :

1^o être constitué en association sans but lucratif dont l'objet social est en conformité avec le présent arrêté;

2^o soumettre au Ministre un programme d'action accompagné d'un projet de budget détaillé et ventilé selon les postes fixés par le Ministre;

3^o soumettre au Ministre un rapport sur les relations existantes entre l'association et les organismes socio-professionnels locaux, notamment : le FOREM, les centres publics d'aide sociale, les Conseils d'arrondissement d'aide à la jeunesse, les mouvements associatifs, les entreprises locales;

4^o solliciter l'avis du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation sur le but de formation poursuivi;

5° s'engager à tenir à jour, pour chaque bénéficiaire de la formation, un dossier individuel constitué notamment d'un état des présences, d'objectifs de formation, et de rapports d'évaluation;

6° s'engager à assurer au sein de l'organisme les activités visées à l'article 2, 2°, à raison d'au moins trois cents heures par personne visée à l'article 2, 1°, à concurrence d'un minimum de 12 personnes par an.

Art. 5. Le Ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission consultative visé à l'article 10, agréer l'organisme en qualité d'EAP dans les 6 mois de l'introduction par celle-ci de la demande d'agrément. L'agrément est valable 2 ans. Le Ministre peut retirer ou renouveler l'agrément sur base d'une évaluation qui tient compte notamment :

1° des résultats, soit en terme d'insertion socio-professionnelle, soit en terme de réinsertion dans une formation professionnelle qualifiante reconnue, des personnes ayant suivi les activités visées à l'article 2, 2°, du présent arrêté;

2° de la qualité de la mise en œuvre et du développement du projet pédagogique;

3° de la prise en considération dans la formation de l'expérience de travail réel et de la gestion de l'ensemble du projet;

4° de la capacité qu'a l'EAP de travailler en collaboration avec des organismes et notamment ceux visés à l'article 4, 3°.

Art. 6. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Ministre peut octroyer à l'EAP une subvention visant à couvrir ses frais de fonctionnement et de personnel.

En aucun cas le Ministre n'octroiera de subvention pour l'indemnité visée à l'article 8.

Art. 7. Pour l'octroi des subventions, le Ministre tient compte notamment du nombre de personnes pour lesquelles sont dispensées les activités visées à l'article 2, 2°, et du nombre d'heures prestées par celles-ci au sein de l'EAP;

Art. 8. Pour autant qu'il ne soit pas porté préjudice aux prestations sociales dont bénéficient les jeunes, l'EAP est tenue de leur verser pendant la durée de la formation une indemnité de minimum 40 F/heure reliée à l'indice des prix à la consommation (indice des prix à la consommation de base 1988).

Cette rétribution devra en outre être augmentée progressivement au cours de la durée précitée.

Art. 9. Un certificat de capacités et de fréquentation est délivré par l'EAP à chaque personne ayant suivi au minimum trois cents heures de formation au sein de l'EAP.

Avant sa délivrance, ce certificat doit être soumis au visa du Ministre, ou du fonctionnaire délégué par lui, qui signifie sa décision dans le mois qui suit son envoi par l'EAP.

Art. 10. Il est institué une Commission consultative des EAP composée :

1° d'un représentant de chaque membre de l'Exécutif de la Communauté française;

2° d'un représentant du Conseil de la jeunesse d'expression française;

3° d'un représentant des Conseils d'arrondissement d'aide à la jeunesse;

4° d'un représentant de la formation professionnelle du FOREM;

5° d'un représentant de l'Institut francophone de formation permanente des Classes moyennes;

6° d'un représentant de l'Union wallonne des Entreprises;

7° d'un représentant de l'Union des Entreprises de Bruxelles;

8° d'un représentant de l'Union syndicale des Classes moyennes;

9° d'un représentant de chaque organisation syndicale parmi les plus représentatives;

10° de six représentants des entreprises d'apprentissage professionnel;

11° d'un représentant de la Fondation Roi Baudouin;

12° d'un représentant du Conseil supérieur de l'aide sociale choisi parmi les délégués des Centres publics d'aide sociale;

13° d'un des représentants des associations du Quart-Monde au Conseil supérieur de la famille.

Les membres de la Commission consultative, de même que leurs suppléants sont nommés par le Ministre pour une durée de deux ans, renouvelable, sur proposition des organismes visés à l'alinéa 1er.

Art. 11. La Commission consultative donne des avis au Ministre, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre sur toute matière relative aux EAP ou aux problèmes de l'insertion socio-professionnelle des jeunes.

Art. 12. Il est institué un Comité d'accompagnement, dont la mission est d'évaluer les activités des EAP en conformité avec le présent arrêté.

Le Ministre fixe la composition du Comité d'accompagnement ainsi que les critères qui lui permettront d'effectuer l'évaluation.

Art. 13. Les EAP agréées conformément à l'arrêté de l'Exécutif du 23 janvier 1987 restent agréées jusqu'à l'expiration du terme de leur agrément.

Art. 14. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 janvier 1987 relatif à l'agrément d'Entreprises d'Apprentissage professionnel, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 9 avril 1987, 29 octobre 1987 et 18 mars 1990, est abrogé.

Art. 15. Le Ministre qui a la Formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 septembre 1991

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 92 — 392

[S-C — 29765]

16 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de subsidiëring van « entreprises d'apprentissage professionnel » (ondernemingen voor het aanleren van een beroep)

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de bevoegdheid van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding, inz. op de artikelen 2 en 4, § 2, en op artikel 6;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juli 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juli 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 16 september 1991,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Vorming behoort;
2. EAP : de erkende « entreprise d'apprentissage professionnel » (onderneming voor het aanleren van een beroep).

Art. 2. De vormingsinstelling waarin de arbeid deel uitmaakt van het vormingsproces, kan een aanvraag om erkenning als EAP indienen wanneer ze aan volgende voorwaarden voldoet :

1° de vorming bestemmen voor jongeren van 18 tot 25 jaar die niet in het bezit zijn van een getuigschrift van volledig lager secundair onderwijs en die niet voldoen aan de vereisten om het voordeel te genieten van de wachtoelagen of van de werkloosheidsuitkeringen, die geen uitkering genieten als mindervalide en die niet ingeschreven zijn bij het « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Handicapés »;

2° ervoor zorgen dat de in 1° bedoelde jongeren algemene en beroepsgerichte vormingsacties kunnen volgen die steunen op ervaring van werkelijke arbeid; hetzij binnen de « EAP », hetzij in één of meer ondernemingen, overeenkomstig een kaderovereenkomst waarvan de minimale bepalingen door de Minister worden vastgesteld;

3° de in 1° bedoelde jongeren leiden tot een minimale drempel van sociaal-economische inschakeling die hen in de mogelijkheid stelt om een arbeidsovereenkomst te sluiten of bij een erkende instelling een scholingscyclus aan te vatten,

De in lid 1, 2° bedoelde werkzaamheden duren ten hoogste 18 maanden.

Art. 3. In afwijking van artikel 2, 1°, van dit besluit kan de EAP jongeren aanvaarden :

1° jongeren die geen 18 jaar zijn en die ingeschreven zijn in een centrum voor alternend onderwijs en vorming, mits een overeenkomst tussen EAP en dit centrum gesloten is en het advies van de Arrondissementsraad voor Jeugdzorg ingewonnen is;

2° die aan de vereisten voldoen om de wachtoelagen te genieten;

3° die als mindervaliden uitkeringen genieten en ingeschreven zijn bij het « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Handicapés ».

Het geheel van de in dit artikel bedoelde uitzonderingen mag niet meer dan 25 % betreffen van het aantal jongeren die binnen « EAP » een vorming volgen.

Art. 4. De aanvullende erkenningsvooraarden bedoeld bij artikel 4, § 2, 6°, van het decreet van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de bevoegdheid van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding, zijn voor « EAP » de volgende :

1° opgericht zijn als VZW waarin het maatschappelijk doel verenigbaar is met dit besluit;

2° de Minister een actieprogramma voorleggen met een gedetailleerde ontwerpbegroting onderverdeeld in de door de Minister vastgestelde posten;

3° de Minister een verslag voorleggen over de betrekkingen tussen de vereniging en de lokale socio-professionele instellingen, inz. : FOREM, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de arrondissementsraden voor jeugdzorg, de plaatselijke verenigingen en ondernemingen;

4° om het advies verzoeken van het Subregionaal comité voor Tewerkstelling en Vorming over het nagestreefde doel van de opleiding;

5° er zich toe verbinden, voor iedereen die de opleiding volgt een individuel dossier bij te houden met vermelding van de presenties, het doel van de opleiding, de evaluatieverslagen;

6° er zich toe verbinden, binnen de instelling de in artikel 2, 2°, bedoelde acties te organiseren, naar rata van ten minste 200 uren voor elke persoon bedoeld in art 2, 1°, en voor ten minste 12 personen per jaar.

Art. 5. Op advies van de in artikel 10 bedoelde commissie kan de Minister de instelling als « EAP » erkennen binnen 6 maanden na de indiening van de erkenningsaanvraag.

De erkenning geldt voor 2 jaar. De Minister kan ze intrekken of vernieuwen op grond van een evaluatie die o.m. betrekking heeft op :

1° de resultaten inzake socio-professionele inschakeling of wederopneming in een erkende beroepsscholing van de personen die de in artikel 2, 2°, van dit besluit bedoelde acties gevuld hebben :

2° de kwaliteit van de uitvoering en uitbouw van het pedagogisch project;

3° de inaanmerkingneming, voor de opleiding, van de werkelijke beroepservaring en van het algemeen beheer van het project;

4° de mogelijkheid voor EAP om samen te werken met bepaalde instellingen, o.m. die bedoeld in artikel 4, 3°.

Art. 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister aan EAP een toelage voor werkings- en personeelskosten toekennen.

In geen geval kent hij een toelage toe voor de in artikel 8 bedoelde vergoeding.

Art. 7. Voor de subsidiëring houdt de Minister rekening met het aantal personen voor wie de in artikel 2, 2°, bedoelde acties georganiseerd worden en met hun aantal uren prestaties in EAP.

Art. 8. Zonder afbreuk te doen aan de sociale uitkeringen die de jongeren genieten, moet EAP hun tijdens de opleiding een vergoeding van ten minste 40 fr./u. betalen. Die vergoeding is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijsen (basis : 1988) en moet tijdens de opleiding geleidelijk verhoogd worden.

Art. 9. Een deelnemings- en bekwaamheidsattest wordt door EAP uitgereikt aan al wie ten minste 300 uren opleiding bij EAP gevuld heeft.

Voordat het uitgereikt wordt, moet het ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Minister of de door hem gemachtigde ambtenaar, die binnen de maand volgend op de verzending ervan door EAP, zijn beslissing meedeelt.

Art. 10. Er wordt een adviescommissie-EAP opgericht, bestaande uit :

- 1° een vertegenwoordiger van elk lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap;
- 2° een vertegenwoordiger van de franstalige jeugdraad;
- 3° een vertegenwoordiger van de arrondissementsraden voor Jeugdzorg;
- 4° een vertegenwoordiger van de Beroepsvervorming van FOREM;
- 5° een vertegenwoordiger van het « Institut francophone de formation permanente des Classes moyennes »;
- 6° een vertegenwoordiger van « Union wallonne des Entreprises »;
- 7° een vertegenwoordiger van « Union des Entreprises de Bruxelles »;
- 8° een vertegenwoordiger van « Union syndicale des Classes moyennes »;
- 9° een vertegenwoordiger van elk van de meest representatieve vakorganisaties;
- 10° zes vertegenwoordigers van de EAP's;
- 11° een vertegenwoordiger van de Koning Boudewijnstichting;

12° een vertegenwoordiger van « conseil supérieur de l'aide sociale », gekozen onder de afgevaardigden van de OCMW's;

13° een vertegenwoordiger van de vierde-wereldvereniging, vertegenwoordigd in « conseil supérieur de la famille ».

De leden van de adviescommissie en hun plaatsvervangers worden door de Minister aangesteld voor een vernieuwbare periode van 2 jaar, op de voordracht van de in het eerste lid bedoelde organisaties.

Art. 11. De adviescommissie geeft de Minister, op zijn verzoek of uit eigen beweging, adviezen over elke vraag m.b.t. EAP of de sociaal-economische inschakeling van de jongeren.

Art. 12. Er wordt een begeleidingscomité opgericht om de werking van de EAP's overeenkomstig dit besluit te evalueren.

De Minister bepaalt de samenstelling van het comité en de criteria voor bedoelde evaluatie.

Art. 13. De krachtens het besluit van de Executieve d.d. 23 januari 1987 erkende EAP's zijn erkend tot de periode van erkenning verstrijkt.

Art. 14. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 23 januari 1987 houdende de erkenning van « Entreprises d'Apprentissage professionnel », « EAP », gewijzigd bij de besluiten van 9 april 1987, 29 oktober 1987 en 18 maart 1990, wordt opgeheven.

Art. 15. De Minister onder wiens bevoegdheid de Vorming ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 16 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap, :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F. 92 — 393

4 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif fixant les conditions requises pour la création et le maintien des emplois de chef d'atelier et de chef de travaux d'atelier dans les établissements d'enseignement secondaire

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957, notamment l'article 28, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées le 30 avril 1957, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'Enseignement, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'Enseignement secondaire, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté du Régent du 1er mars 1949 portant les conditions de création, de maintien et de suppression de classes et de sections d'études dans les établissements d'enseignement moyen de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat, tel qu'il a été modifié;